

Aubervilliers, le 26 février 2024

Population & Sociétés n° 619 – Février 2024
(sous embargo jusqu'au 28 février 2024 à 00h01)
English version below

Comment devient-on ou redevient-on français ?

Alors que les modalités d'acquisition de la nationalité française font à nouveau débat, l'analyse de leur pluralité s'avère riche d'enseignements. Après avoir décrit les différentes façons de devenir français, les auteur-es de ce *Population & Sociétés* se penchent sur une procédure méconnue : la réintégration, qui a permis depuis le début des années 1960 à plus de 200 000 personnes de redevenir françaises après avoir perdu cette nationalité.

Comment devient-on français ?

La majorité des Français-es le sont depuis leur naissance, la plupart en « héritant » de la nationalité française de l'un de leurs parents (environ 650 000 nouveau-nés en 2022, soit 88 % des naissances). Par ailleurs, tous les ans, autour de 100 000 personnes, nées étrangères, deviennent françaises par d'autres canaux.

Le droit français distingue trois modes d'acquisition de la nationalité : la déclaration, le décret et l'automaticité. La déclaration concerne principalement les conjoint-es de Français-es, après au moins quatre ans de mariage (33 % des déclarations en 2021) et les enfants nés en France de parents étrangers qui peuvent demander la nationalité française avant leur majorité (62 % des déclarations). La seconde voie d'accès à la nationalité, le décret, inclut les « naturalisations » et les « réintégrations dans la nationalité française ». Enfin, un troisième mode d'acquisition (l'automaticité) concerne uniquement les enfants nés en France de parents étrangers n'ayant pas fait de déclaration anticipée avant leur majorité. Il est estimé à quelques milliers par an.

La réintégration : aux sources d'une procédure méconnue

Le droit moderne de la réintégration naît avec le Code civil en 1804. Il s'agissait alors de proposer un « recouvrement » de leur nationalité française à des personnes l'ayant perdue pour des raisons géopolitiques à une époque où les frontières de l'empire étaient mouvantes. Le terme « réintégration » apparaît pour la première fois dans la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité française ; son sens et ses modalités ont peu évolué depuis lors.

De 1889 aux années 1960, ce sont surtout des femmes qui ont été réintégrées par décret, environ 120 000, ayant perdu leur nationalité suite à leur mariage avec un étranger. La perte automatique de la nationalité par le mariage avec un étranger ayant été abrogée en 1927 (sauf pour des cas particuliers), le nombre de femmes réintégrées a progressivement baissé jusqu'au début des années 1960. C'est aussi lors de cette décennie que la réintégration par décret entre dans un nouvel âge lié aux décolonisations.

L'ère postcoloniale de la réintégration

L'accès aux indépendances a été marqué par des changements massifs de nationalité qui n'ont pas été instantanés, ni toujours définitifs. Dans le cas de l'Algérie par exemple, dès 1967, les Algérien-nes né-es avant l'indépendance et émigré-es dans l'Hexagone, qui n'avaient pas opté pour la nationalité française en 1962 purent demander leur « réintégration » par décret, ce qui contribue à expliquer la montée en puissance progressive de ce mode d'acquisition de nationalité. De 1980 à 2010, celui-ci représente 4 à 7 % de l'ensemble des acquisitions. Il concerne notamment des personnes originaires d'Algérie, mais aussi du Vietnam et des anciens Territoires d'Outre-Mer (TOM). La hausse continue jusqu'au pic de 2005, avec plus de 10 000 réintégré-es, avant un tarissement progressif. En 2020, moins de 800 personnes ont ainsi recouvré la nationalité française.

Auteur-es : Emmanuel Blanchard (Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, Ined, Institut Convergences Migrations [ICM]),
Linda Guerry (Ined, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes [Lahra]), Institut Convergences Migrations [ICM],
Lionel Kesztenbaum (Ined, École d'économie de Paris [PSE]), **Jules Lepoutre** (Université Côte d'Azur, LADIE)

Ci-joint *Population & Sociétés* n° 619, février 2024, intitulé « Comment devient-on ou redevient-on français ? »

Lien vers la version française du bulletin, actif à partir du 28 février 2024 :

<https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/la-reintegration-une-facon-de-redevenir-francais/>

Contacts chercheur-es :

Emmanuel Blanchard, emmanuel.blanchard@ined.fr

Linda Guerry, linda.guerry@ined.fr

Lionel Kesztenbaum, lionel.kesztenbaum@ined.fr

Jules Lepoutre, jules.lepoutre@live.fr

S'inscrire à la lettre mensuelle sur les actualités de l'Ined «InedActu » en cliquant [ici](#)

S'inscrire à la lettre mensuelle sur nos publications scientifiques en cliquant [ici](#)

À propos de l'Ined :

Fondé en 1945, l'Institut National d'Études Démographiques (Ined) est un organisme public de recherche ayant pour missions l'étude des populations sous tous leurs aspects, la diffusion des connaissances produites dans ces domaines et la formation à la recherche. L'appartenance disciplinaire des chercheur-es de l'Ined est variée : démographie bien sûr mais aussi sociologie, économie, histoire, géographie, statistique ou épidémiologie. Une part importante de la recherche porte sur la France, mais de nombreux travaux s'intéressent à d'autres aires géographiques. L'Ined a ainsi une longue tradition de recherches sur les Suds.

Ined Éditions, service des éditions de l'institut, contribue à la diffusion de ces savoirs dédiés aux sciences de la population, à travers des ouvrages, la revue trimestrielle bilingue *Population*, le bulletin mensuel de vulgarisation scientifique *Population & Sociétés* et une publication en ligne, Mémoires européennes du goulag (<https://museum.gulagmemories.eu/fr>). Les collections d'ouvrages s'organisent autour d'études sociodémographiques, historiques et méthodologiques.

Contacts presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Mimouna KAABECHE - Assistante de presse - Tél. 01 56 06 20 11

Christina LIONNET - Directrice de la communication - Tél. 01 56 06 57 28

Suivez-nous :  



Aubervilliers, 26 February 2024

Population & Sociétés, no. 619, February 2024
(under embargo until 28 February 2024 at 00.01 hours)

Recovering lost French citizenship through reintegration

At a time of renewed debate over the rules for acquiring French nationality, it is useful to examine the multiple pathways involved. After describing the various modes of acquisition, the authors of this issue of *Population and*

***Societies* focus on reintegration, a procedure used by more than 200,000 people since the early 1960s to regain their lost French citizenship.**

Ways of becoming French

The majority of French nationals have been French since birth, in most cases by 'inheriting' this status from one of their parents (this was the case for around 650,000 newborns in 2022, representing 88% of births in France). In addition, every year around 100,000 people become French through other channels.

French law distinguishes three modes of acquisition of French nationality: by declaration, by decree, and by automatic acquisition. Those who acquire French nationality by declaration are chiefly spouses of French nationals, after at least four years of marriage (33% of declarations in 2021), and children born in France to foreign parents who can apply for citizenship before reaching the age of majority (62% of declarations). French nationality can also be acquired by decree, through processes of 'naturalization' or 'reintegration'. Automatic acquisition, the third pathway to nationality, is available solely to children born in France to foreign parents and whose French citizenship was not declared while they were minors. It concerns a few thousand people each year.

Reintegration: the sources of a little-known procedure

The modern legal framework of reintegration began with the Civil Code in 1804. The aim was to enable individuals who had lost their French nationality for geopolitical reasons to recover their citizenship, at a time when the borders of the Napoleonic Empire were unstable. The term 'reintegration' appeared for the first time in the law of 26 June 1889 on French nationality. Its meaning and modalities have changed little since then.

Between 1889 and the 1960s, around 120,000 women who had lost their French nationality after marriage regained their citizenship by decree. The automatic loss of nationality upon marriage to a foreign national was abrogated in 1927 (with certain exceptions) and the number of women who were reintegrated decreased steadily up until the 1960s. In that same decade, reintegration by decree entered a new phase linked to decolonization.

Reintegration in the post-colonial period

The transitions to independence led to mass changes in nationality that were neither instantaneous nor always definitive. Beginning in 1967, for example, Algerians born before independence who had emigrated to metropolitan France but who had not opted for French nationality in 1962 were able to apply for 'reintegration' by decree. This led to a steady rise in this mode of acquisition over the following years; between 1980 and 2010, it accounted for between 4 and 7% of all acquisitions. Among reintegrated individuals, a large share are of Algerian origin, but many are also from Vietnam and from the former French overseas territories. The number of reintegrations peaked at more than 10,000 in 2005 before gradually declining. In 2020, fewer than 800 people regained their French nationality in this way.

Authors: **Emmanuel Blanchard** (Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, Ined, Institut Convergences Migrations [ICM]), **Linda Guerry** (Ined, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes [Lahra]), Institut Convergences Migrations [ICM], **Lionel Kesztenbaum** (Ined, École d'économie de Paris [PSE]), **Jules Lepoutre** (Université Côte d'Azur, LADIE)

Please find attached the latest issue of *Population & Societies* no. 619, February 2024, entitled "Recovering lost French citizenship through reintegration"

Link to the English version of *Population & Societies* no. 619, active from 28 February 2024:

<https://www.ined.fr/en/publications/editions/population-and-societies/recovering-lost-french-citizenship-through-reintegration/>

Author's contacts details:

Emmanuel Blanchard, emmanuel.blanchard@ined.fr

Linda Guerry, linda.guerry@ined.fr

Lionel Kesztenbaum, lionel.kesztenbaum@ined.fr

Jules Lepoutre, jules.lepoutre@live.fr

Subscribe to the monthly newsletter on INED news "InedActu" by clicking [here](#)

Subscribe to the monthly newsletter on our scientific publications by clicking [here](#)

About INED:

Founded in 1945, the Institut national d'études démographiques (French Institute for Demographic Studies, or INED) stands as one of the major public research institutions in the population sciences. It investigates population issues in all their diversity, disseminates demographic knowledge, and promotes training in and through research.

INED's expertise spans a broad spectrum of scientific disciplines—including not only demography but also sociology, economics, history, geography, statistics, and epidemiology. While a large share of its research concerns France, international comparisons are frequently undertaken and other geographical regions are a strong focus of interest.

Press contacts:

Email: service-presse@ined.fr

Mimouna KAABECHE – Press Assistant - Tel. +33 1 56 06 20 11

Christina LIONNET - Head of Communications - Tel.: +33 1 56 06 57 28

Follow us on:  